

JACQUES LÉVY (24), décédé le 2 juin 1997

Lors des obsèques de Jacques Lévy (24) le 6 juin 1997 au cimetière de Montparnasse, Hervé Roy, contrôleur général des Armées (CR), ancien contrôleur général de la Coface, a prononcé une allocution dont nous reproduisons ci-après un extrait.

L EST impossible de citer toutes les étapes, toujours brillantes, toujours profondément humaines de votre carrière reconnues par votre nomination au grade de Commandeur de la Légion d'honneur. Il serait cependant impensable de ne pas souligner deux d'entre elles.

Ingénieur des manufactures de l'État, officier de réserve d'artillerie, un grave accroc de santé vous fit réformer par l'Armée. Nous ne savons de quelle manière vous réussîtes à gommer cet obstacle,

toujours est-il qu'Alsacien-Lorrain, viscéralement patriote, vous preniez, sur le front en septembre 1939, le commandement d'une batterie d'artillerie lourde.

Après la guerre, vous créez la Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur. Vous en faites un édifice vaste et solide, d'une utilité essentielle pour le développement de nos exportations, édifice auquel M. François David, actuel président de la Coface, a su adjoindre d'importants satellites en Europe et en Amérique latine.

Cher Président, vous venez de nous quitter. Mais là où vous vous êtes transporté, polytechnicien comme vous, le général Lucien Lévy votre père, qui s'était illustré sur le front d'Orient à la fin de la Grande Guerre, vous a accueilli accompagné de tous vos proches et très particulièrement de ceux et de celles de votre famille et de vos amis qui, victimes des barbares, périrent dans les geôles, dans les trains et dans les camps de la déportation.

Jacques Lévy, jamais ne vous oublierons. ■

CLAUDE BRUNSCHWIG (43)

L'ANNUAIRE comporte les noms de quelques camarades indiscutablement reconnus polytechniciens qui, reçus au concours entre 1940 et 1945 mais tués au combat ou morts en déportation, n'ont jamais rejoint l'École.

Claude Brunschwig, Français né le 18 novembre 1924 à Bruxelles, reçu en 1943 provenant de la taupe de Grenoble après avoir été à Paris un brillant élève au lycée Janson, mort en déportation, n'était pas même de ceux-là : son existence n'a été retrouvée que

récemment. Il nous appartient d'essayer de combler un si long silence en faisant, plus de cinquante ans plus tard, œuvre de mémoire.

Le Journal Officiel de l'État français du 4 septembre 1943 l'atteste : Claude André Martial Brunschwig est porté, avec le numéro 232 bis, sur la "liste des candidats israélites et des candidats français non originaires israélites admis en qualité d'élèves bis". Il est le dernier sur cette liste car celui qui le suivait en avait été exclu comme en dehors du "numerus clausus" qui limitait

le nombre d'élèves "ayant reconnu être juifs" à trois pour cent du total des élèves de la catégorie "normale".

Et, on le retrouve sur plusieurs documents officiels de l'époque à l'École. Il y a été immatriculé sous numéro 926.

Mais, après deux ans et demi passés à Lyon, l'École était rentrée à Paris en mars 1943. Sa direction avait alors décidé de laisser les élèves juifs en zone Sud, ex-zone "libre". C'est à son adresse à Manosque que l'École

lui écrit le 23 septembre 1943 et lui expédiera les feuilles de cours que les élèves de la catégorie "normale", nés comme lui après le 1^{er} janvier 1923 et de ce fait non encore soumis au Service du Travail Obligatoire, vont suivre à Paris.

En novembre 1944, dans une lettre au ministre de la Guerre portant sur la rentrée à l'École, le général Decharme, commandant l'École, fait état de trois élèves qui n'ont pas rejoint l'École, dont "l'élève Brunnschwig déporté en Allemagne avec sa famille" ce qu'il avait appris peu de temps avant par un oncle de Brunnschwig, Monsieur A. Schmann, à qui il écrit : "il s'agit là d'une situation atroce et ce drame paraît d'un autre âge. Soyez assuré que l'École n'oublie pas ceux de ses élèves dont la vie a été particulièrement

rement bouleversée au cours de ces dernières années et dont nous espérons tous le prompt retour."

Ce retour n'aura pas lieu. Claude Brunnschwig ne se présentera pas à l'École en 1945 et son souvenir va s'effacer...

Mais cinquante ans après, quelques-uns de nos camarades dont Bernard Lévi (41), qui a redécouvert et éclairé sa trace et Robert Deneri (43), un de ceux qui sont revenus des camps de déportés, le tirent de l'oubli.

À la suite de l'armistice signé par le maréchal Badoglio, les occupants allemands avaient succédé à Manosque aux italiens et Claude Brunnschwig a été arrêté, interné à Grenoble, puis à Drancy et déporté avec ses parents et un de ses frères le 13 avril 1944 vers Auschwitz dans le convoi n° 71. Le "Mémo-

rial de la Déportation des Juifs de France" établi par Serge Klarsfeld donne son nom dans la liste des 1 500 déportés, hommes, femmes et enfants, de ce convoi dont faisaient partie des enfants d'Izieu et Simone Jacob, qui n'était pas encore Simone Weil, l'une des plus jeunes rescapées de la déportation de France.

Son autre frère, combattant du Vercors, a disparu après avoir échappé au massacre de la grotte de la Luire.

Se substituant à sa famille ainsi disparue, l'A.X. a entrepris des démarches auprès du Ministère des Anciens combattants et victimes de Guerre visant à faire attribuer à Claude Brunnschwig, dont l'acte de disparition a été établi le 16 avril 1947, les mentions Mort en Déportation et Mort pour la France. ■

HOMMAGE À NOS CAMARADES MORTS EN DÉPORTATION

DANS LA livraison d'août-septembre 1995 de *La Jaune et la Rouge* figurait le compte rendu de la cérémonie à la mémoire de nos camarades Morts pour la France en déportation, qui s'est tenue à l'École le 19 juin 1995, avec une liste de 58 noms de camarades. Nous mentionnions que cette liste était hélas ! certainement incomplète, certains noms ne nous ayant pas été communiqués, d'autres cama-

rades étant seulement qualifiés de "disparus", d'autres enfin, étant restés inconnus.

Nous pouvons ajouter aujourd'hui sur cette liste les noms de trois de nos camarades :

- Jean BAUDOIN (1913),
- Henri LANG (1913),
- Claude BRUNNSCHWIG (1943).

Le nom de Roger MASSE (1904) était mal orthographié.

Bernard TAILLEFER (1935) n'est pas mort en déportation, mais en France à son retour de captivité.

La liste ainsi complétée et rectifiée n'en reste pas moins probablement incomplète. Mais l'A.X. estime pouvoir aujourd'hui remettre le dossier des camarades morts en déportation au Service des archives de la Bibliothèque de l'École, à qui toute information complémentaire sera bien entendu transmise. ■